

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service Environnement
Unité Prévention des Risques

Le préfet de Saône-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

ARRÊTÉ n° 2012355-0005
portant approbation du plan de prévention du risque naturel d'inondation
de la Saône sur le territoire des communes du Secteur 1 du Chalonnaïs

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9, R.562-1 à R.562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et R.123-1 à R.123-27 relatifs à la procédure et au déroulement de l'enquête publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code des assurances ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation ou à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde pris pour l'application de l'article 13 de la loi n°2004-881 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population ou l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-02742 du 23 juin 2009, prescrivant la révision des plans de prévention des risques d'inondation de la rivière Saône, notamment sur les communes de Baudrières, Marnay, Ouroux-sur-Saône, Saint-Germain-du-Plain, Saint-Loup-de-Varennes et Varennes-le-Grand ;

Vu les délibérations et avis formulés par les personnes publiques consultées sur le présent plan au titre de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

Vu les conclusions motivées du rapport de la commission chargée de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 janvier 2012 au 22 février 2012, son avis favorable à l'approbation du plan assorti de recommandations auxquelles il est répondu ;

Vu le rapport de synthèse du directeur départemental des territoires ;

Considérant le risque prévisible d'inondation auquel sont exposées les communes du secteur 1 du Chalonnaïs ;

Considérant que le présent plan est une servitude d'utilité publique et qu'à ce titre, il est établi sur la base de la connaissance de l'occupation existante des sols à la date de son approbation ;

Considérant que les avis reçus et les observations déposées lors de l'enquête publique justifient des adaptations limitées du projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de la Saône sur le linéaire des communes du secteur 1 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de prévention intercommunal du risque d'inondation de la Saône couvrant le secteur 1, lequel comprend les communes de Baudrières, Marnay, Ouroux-sur-Saône, Saint-Germain-du-Plain, Saint-Loup-de-Varennes et Varennes-le-Grand.

Ce plan de prévention du risque d'inondation comprend :

- un rapport de présentation
- un règlement
 - et pour chaque territoire communal :
 - une carte des aléas au 1/5000^{ème},
 - une carte des enjeux au 1/5000^{ème},
 - une carte de zonage réglementaire au 1/5000^{ème}.

Article 2 :

Ce plan de prévention du risque d'inondation vaut servitude d'utilité publique et devra être annexé à chacun des plans locaux d'urbanisme des communes concernées par le périmètre du secteur 1, conformément aux dispositions de l'article L126-1 du code de l'urbanisme.

Article 3 :

Le présent arrêté ainsi que le plan de prévention qui lui est annexé seront tenus à la disposition du public :

- en mairie de chacune des communes concernées, à savoir : Baudrières, Marnay, Ouroux-sur-Saône, Saint-Germain-du-Plain, Saint-Loup-de-Varennes et Varennes-le-Grand,
- au siège de la «communauté de communes des Portes de la Bresse» et de la «communauté d'agglomération Chalon Val de Bourgogne»,
- en préfecture de Saône-et-Loire,
- en direction départementale des territoires de Saône-et-Loire.

Article 4 Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif compétent territorialement dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Publicité

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, mention du présent arrêté sera :

- publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Saône-et-Loire ;
- publiée dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département par un avis inséré par les soins et aux frais de l'État ;

- affichée, aux lieux habituels d'affichage et éventuellement dans tout autre lieu, en mairie des communes précitées, ainsi qu'au siège de la «communauté de communes des Portes de la Bresse» et de la «communauté d'agglomération Chalon Val de Bourgogne» pendant une durée minimum d'un mois selon tous les procédés en usage ; procès-verbal de cette formalité sera dressé par les soins de chaque maire et des présidents des communautés de communes précitées.

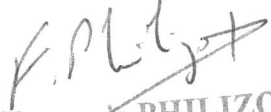
Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, les maires de Baudrières, Marnay, Ouroux-sur-Saône, Saint-Germain-du-Plain, Saint-Loup-de-Varennnes, Varennes-le-Grand, et les présidents de la «communauté de communes des Portes de la Bresse» et de la «communauté d'agglomération Chalon Val de Bourgogne» sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à :

- M. le président du conseil général de Saône-et-Loire,
- M. le président du conseil régional Bourgogne,
- M. le chef du service risques naturels et hydrauliques du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne,
- Mme la directrice du service navigation Rhône Saône,
- M. le président de la Chambre d'Agriculture de Saône-et-Loire,
- M. le président du Centre régional de la propriété forestière de Bourgogne,
- M. le président du tribunal administratif de Dijon,
- M. le président de la commission d'enquête,
- M. le président de la chambre des notaires de Saône-et-Loire,
- M. le directeur du service interministériel de défense et de protection civile de Saône-et-Loire
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Fait à Mâcon, le 20 DEC. 2012

Le préfet


François PHILIZOT

